



Focus

Yohann Nédélec, nouveau président du CNFPT

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 17/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/921081/yohann-nedelec-nouveau-president-du-cnfpt/>

Yohann Nédélec a été élu, ce mercredi 17 avril, pour succéder à François Deluga à la tête du Centre national de la fonction publique territoriale. La Gazette des communes a pu échanger avec lui quelques jours avant cette élection.

La formation des fonctionnaires territoriaux : Un atout pour les collectivités

Info formation (L'), 15/04/2024, n° 1074, p. 9-14

La fonction publique territoriale accompagne les Français "de la vie à la mort" grâce à un large panel de missions (rédiger un acte de naissance, urbanisme, etc.). Chaque agent territorial doit donc disposer des compétences adaptées et, surtout, actualisées. C'est au CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) que revient la charge de leur formation continue.

L'établissement public permet aussi la transition professionnelle des agents via des parcours certifiants. La question de l'apprentissage, très en vogue au sein des collectivités, relève également de sa compétence.

Malgré des missions de premier ordre, le CNFPT doit affronter une baisse de ses moyens financiers.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Contre le harcèlement scolaire, les collectivités à la rescousse

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.40-42

Les mesures de l'Education nationale contre le harcèlement scolaire tardent à porter leurs fruits et peinent à s'articuler avec les actions des autres partenaires éducatifs.

Le harcèlement à l'école touche un enfant par classe, en moyenne, et particulièrement les plus jeunes avec la percée du smartphone chez les enfants âgés de 6 à 10 ans.

Certains territoires ont voté d'ambitieux plans locaux de prévention et de lutte contre le harcèlement, mais ils dépendent du bon vouloir de l'Education nationale.

Les collectivités territoriales restent les premiers financeurs du sport en France

Maire-info.com, 22/04/2024

<https://www.maire-info.com/sports/les-collectivites-territoriales-restent-les-premiers-financeurs>

L'Union sport & cycle a récemment publié les chiffres du baromètre annuel de la commande publique pour les équipements ludiques et sportifs. 9 651 projets d'équipements sportifs ont été lancés en 2023 par les collectivités territoriales.



Des distributeurs de protections périodiques entrent au collège

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 47

<https://www.lagazettedescommunes.com/922840/des-distributeurs-de-protections->

Afin de lutter contre la précarité menstruelle, le département de la Gironde a installé 167 distributeurs dans ses 111 établissements.

Aires de jeux et de détente : le mobilier urbain au diapason de l'inclusion

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p.44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/923334/aires-de-jeux-et-de-detente-le-mobilier-urbain>

Le mobilier urbain revêt un caractère parfois discriminant en raison de sa conception ou de critères non inclusifs.

Les publics exclus sont, in fine, les plus fragiles : handicapés, femmes, seniors, mais aussi jeunes enfants.

Collectivités et acteurs de la ville œuvrent à concevoir de nouveaux mobiliers en associant les usagers pour une meilleure inclusivité.

Directeurs d'école : une formation revue pour mieux dialoguer avec les communes

Banquedesterritoires.fr, 15/04/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/un-arrete-repousse-la-formation-des-directrices-et->

Un arrêté repousse la formation des directrices et directeurs d'école d'avant à après leur prise de fonctions. Il prévoit de former ces derniers au "dialogue" avec les communes et les collectivités.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049410852>

Enseignement privé : les collectivités appelées à davantage contrôler et conditionner leurs subventions

Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 04/04/2024

Dans leur rapport sur le financement public de l'enseignement privé sous contrat, les députés Paul Vannier (LFI) et Christopher Weissberg (RE) encouragent les collectivités territoriales à mieux contrôler leurs subventions et à les conditionner à l'atteinte d'objectifs sociaux.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-cedu/l16b2423_rapport-information#

Favoriser la coopération à l'école pour combattre l'échec scolaire

TheConversation.com, 03/04/2024

<https://theconversation.com/favoriser-la-cooperation-a-lecole-pour-combattre-lechec-scolaire-224573>

Pour lutter contre l'échec scolaire, phénomène persistant et marqué socialement, certaines équipes d'enseignants mettent en œuvre des pratiques pédagogiques dites différentes ou alternatives, qui obtiennent des résultats intéressants.

[Retour sommaire](#)



Auch : une ville qui allie sport, santé et culture

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 38

Signataire de la charte du programme national nutrition santé (PNNS), la commune (23 000 habitants, Gers) sensibilise sa population aux bienfaits d'une alimentation équilibrée et de l'activité physique.

Renouvellement urbain, mixité sociale et réussite scolaire : ce qui fonctionne

Banquedesterritoires.fr, 29/03/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/renouvellement-urbain-mixite-sociale-et-reussite->

Quels sont les impacts des projets de renouvellement urbain et des investissements d'avenir sur la réussite scolaire ? Sujet complexe. Tout au long d'une journée, le 19 mars, l'Anru a réuni des représentants du ministère de l'Éducation nationale, du secrétariat général pour l'investissement, des collectivités locales, des élus, des principaux de collèges, des chercheurs... pour tenter d'y voir clair.

Action internationale/Europe

Elections européennes 2024 : comment ça marche ? [Podcast], 09/04/2024

<https://www.touteurope.eu/institutions/podcast-elections-europeennes-2024-comment-ca-marche/>

Du 6 au 9 juin 2024, les Européens des 27 Etats membres élisent le nouveau Parlement européen. Les Français envoient 81 eurodéputés à Bruxelles et Strasbourg. Découvrez l'essentiel sur ce scrutin.

<https://www.touteurope.eu/institutions/podcast-elections-europeennes-2024-comment->

Le projet européen à l'épreuve [Dossier]

Esprit, 04/2024, n° 508, p. 33-100

L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue un moment de vérité pour l'Union européenne : est-elle en mesure d'agir en tant que puissance ? Peut-elle le faire sans trahir ses principes fondateurs ? En amont des élections européennes de juin 2024, ce dossier, coordonné par Anne-Lorraine Bujon et Céline Spector, prend acte de l'ascension de l'extrême droite et défend au contraire la nécessité d'un projet démocratique, social et écologique pour l'Europe.

Quelle est l'organisation des élections européennes en France ?

Vie-publique.fr, 05/02/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19527-comment-se-passent-les-elections-europeennes>

Les élections européennes se déroulent le dimanche 9 juin 2024 en France. Elles ont lieu au suffrage universel direct à un tour.

Sommaire :

- Les conditions pour être électeur et candidat aux élections européennes
- Les règles du scrutin pour les élections européennes
- La campagne électorale pour les élections européennes

Aménagement et développement des territoires

Crédit renforcé, intermédiation locative... les leviers pour réduire le nombre de biens vacants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.44-45

Alors que la crise du logement frappe le pays de plein fouet, le nombre croissant de logement vacants nécessitent des actions ciblées et efficaces.

Il faut pour cela mobiliser les propriétaires pour qu'ils réalisent les travaux nécessaires et mettent leur bien en location.

Des territoires pilotes recourent à des outils d'identification des logements concernés, contactent les propriétaires, bénéficient de crédits d'ingénierie majorés. . .

[Retour sommaire](#)

Des voies rapides multimodales pour décarboner et décongestionner la route

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 19/04/2024

<https://www.lagazettesdescommunes.com/923382/des-voies-rapides-multimodales->

L'Institut Paris Région met en avant dans une note récente le potentiel représenté par le réseau routier francilien pour aller vers des mobilités partagées et décarbonées.

https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack4/Etude_3015/NR_1002_

Zéro artificialisation nette : quelle mise en oeuvre de la loi de 2023 ?

Vie-publique.fr, 18/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/293834-zero-artificialisation-nette-zan-quelle-mise->

La loi du 20 juillet 2023 vise à accompagner les élus locaux dans l'application de la loi Climat et résilience. Elle prévoit notamment un dispositif permettant que la consommation d'espaces naturels par les projets d'envergure nationale ou européenne (PENE) soit comptabilisée au niveau national. Quelle est sa mise en oeuvre ?

De la statistique au terrain

Metropolitiques.eu, 15/04/2024

<https://metropolitiques.eu/De-la-statistique-au-terrain.html>

Comment anticiper la vacance des logements et comment lutter contre ? À partir d'une étude de terrain à Montluçon, Charline Sowa et Hugo Bruyant montrent la complexité de cette question et les difficultés des élus pour y répondre.

La place des enfants en ville : quels enjeux publics ?

TheConversation.com, 08/04/2024

<https://theconversation.com/la-place-des-enfants-en-ville-quels-enjeux-publics->

Il est de plus en plus rare de voir des enfants se promener ou jouer seuls dans l'espace public urbain. Face à cette évolution sociale, certaines villes s'efforcent de repenser leurs aménagements.

No cultures, no futures : 44e Rencontre des agences d'urbanisme - Clermont-Ferrand

Urbanisme, 04/2024, n° Hors-série 79, 72 p.

Du 15 au 17 novembre 2023, la 44e Rencontre nationale des agences d'urbanisme s'est tenue à Clermont-Ferrand, sous la houlette de l'agence d'urbanisme Clermont Massif centre (AUCM) et de la Fnau. Lancés autour de la thématique "No cultures, no futures - pas de réorientation écologique sans recomposition culturelle des territoires", les débats ont permis d'évoquer, durant ces trois jours, la manière dont la culture peut -doit !- servir de vecteur et de levier à la transition écologique en cours.

<https://www.urbanisme.fr/portfolio/hors-serie-79/>

Agriculture : Les champs d'action des élus locaux [Dossier]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2024, n° 376, p. 28-64

Dans cette crise agricole sans fin, que peuvent faire les collectivités à leur échelle pour sortir le secteur de l'ornière ?

- Enquête : Les politiques alimentaires au chevet de l'agriculture
- Comment les collectivités peuvent se "réapproprier" le foncier agricole.
- Des arrêtés "antipesticides" à un meilleur dialogue environnemental
- Comment favoriser les circuits courts alimentaires dans un marché public
- Travailler avec la Chambre d'agriculture, partenaire complexe pour faire bifurquer le secteur.
- Gestion de crise : Pesticides, ce fléau qui empoisonne les agriculteurs et leurs proches.
- Les recettes pour reprendre en main la politique de restauration scolaire.
- Fortifier son projet alimentaire territorial.
- Terres fratricides.

Développement local et croissance des entreprises, convergence en vue ?

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2024, n° 376, p. 8-9

Le rapport des entreprises au territoire change à l'heure de la transition écologique et des soubresauts internationaux.

Assiste-t-on à un changement de paradigme réel et sincère ? Une nouvelle manière de faire du développement économique, s'appuyant sur l'ancrage et la responsabilité territoriale des entreprises, est-elle en train d'apparaître ?

[🔗 Retour sommaire](#)

La loi SERM : analyse des cadres institutionnels et contractuels [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 04/2024, n° 252, p. 5-50

Afin de concilier la réduction des inégalités d'accès aux métropoles et lutte contre le changement climatique, les pouvoirs publics ont décidé de déployer les services express régionaux métropolitains (SERM). La loi du 28 décembre 2023 pose donc un cadre juridique nécessaire au développement d'ici dix ans d'une offre multimodale de transports en commun publics qui s'appuiera en priorité sur un renforcement du ferroviaire, dans dix agglomérations. Les avocats du cabinet Parme Avocats vous présentent les cadres institutionnels et contractuels prévus par cette loi.

Mobilisations contre L'Arbre aux Hérons : une critique de la mise en tourisme métropolitaine

Observatoire (L') : la revue des politiques culturelles, 12/2023, n° 61, p. 43-49

<https://www.cairn.info/revue-l-observatoire-2023-2-page-43.htm>

À Nantes, le projet avorté de L'Arbre aux Hérons, qui devait prendre place dans la carrière Miséry vouée à être transformée en un Jardin extraordinaire, aura été l'étincelle venant attiser une exaspération déjà vive à l'encontre des objectifs touristiques et d'attractivité poursuivis depuis trente ans par la métropole. En défendant l'usage et la préservation d'un espace ordinaire, des fractions de la société civile opposent un contre-récit assez nouveau qui non seulement vient mettre en doute la légitimité d'un projet d'espace public visant l'installation d'équipements ludiques et culturels, mais qui porte aussi le quotidien en politique pour penser une fabrique urbaine alternative.

Culture

24 heures dans la vie d'une bibliothécaire responsable de l'action culturelle / TEXIER Bruno

Archimag, 04/2024, n° 373, p. 28-29

À la tête du pôle Action culturelle, publics et vie littéraire de la Bibliothèque des Côtes-d'Armor, Emeline Thépaut coordonne de multiples prestations au profit des 250 bibliothèques du réseau départemental.

Une mission qui suppose de la disponibilité et une attention particulière aux remontées du terrain.

Raconter les destinations : la fabrique des territoires touristiques

Observatoire (L') : la revue des politiques culturelles, 12/2023, n° 61, p. 31-35

<https://doi.org/10.3917/obs.061.0019>

Pour les collectivités locales, trouver des marqueurs territoriaux, à la fois typiques et distinctifs, leur est essentiel pour mettre en valeur leurs atouts touristiques. Obtention d'un label, production d'images à l'esthétique attrayante et recours à la websérie font partie de la panoplie d'outils mobilisée pour promouvoir l'authentique. Mais paradoxalement, dans cette course à la singularisation, émerge finalement un récit assez standardisé qui, plus qu'il ne différencie, obéit à la promesse de satisfaire les attentes des visiteurs.

Politiques publiques en matière de patrimoine et de tourisme : un mariage de raison ?

Observatoire (L') : la revue des politiques culturelles, 12/2023, n° 61, p. 19-29

Patrimoine et tourisme ont fondé leur union sur des intérêts réciproques.

L'un et l'autre assurent leur prospérité mutuelle et concourent à faire de la France la première destination touristique mondiale. Le tableau pourrait donc être idyllique s'il n'était traversé par des contradictions. Comment ne pas perdre cet atout d'attractivité tout en modérant la sur-fréquentation des sites ? Et comment rendre cette relation compatible avec l'évolution des enjeux sociétaux et environnementaux que la crise sanitaire a exacerbés ?

[↩ Retour sommaire](#)

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



Le bonheur local brut est dans le pré

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p. 46

<https://www.lagazettedescommunes.com/923873/le-bonheur-local-brut-est-dans-le-pre>

Le Pôle d'équilibre territorial rural Figeac, Quercy Vallée de Dordogne, s'est donné pour mission d'élaborer des indicateurs de bonheur local brut pour orienter les politiques publiques.

Participation citoyenne : quel rôle dans les politiques de solidarité ?

Vie-publique.fr, 17/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/293817-participation-citoyenne-quel-role-dans-les->

Lutte contre la pauvreté, handicap, autonomie, protection de l'enfance. . . Comment les principaux intéressés sont-ils associés aux politiques qui les concernent ? Un rapport de l'Igas fait le point sur la place des démarches de participation citoyenne dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de solidarité.

https://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2023-003r-participation_citoyenne_tome_1_rapport_.pdf

Une loi pour simplifier la vie des associations vient d'être publiée

Maire-info.com, 17/04/2024

<https://www.maire-info.com/benevolat/une-loi-pour-simplifier-la-vie-associations-vient->

Définitivement adoptée la semaine dernière par le Parlement, la loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative a été publiée hier au Journal officiel. Plusieurs dispositions concernent les maires qui sont des acteurs de premier rang dans le tissu associatif de leur commune.

L'adaptation climatique au cœur des marchés publics

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 18

<https://www.lagazettedescommunes.com/923325/ladaptation-climatique-au-coeur-des->

La valeur des appels d'offres publics liés aux aléas climatiques est en augmentation. Une dynamique en lien avec l'impératif d'adaptation.

Engagement citoyen : « De la valeur est produite sur le dos de nos valeurs »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/922182/de-la-valeur-est-produite-sur-le-dos-de-nos-valeurs>

Dans un entretien, la sociologue Maud Simonet s'exprime sur l'engagement citoyen bénévole et la place de ce travail dans les politiques publiques actuelles.

Gouvernance - La cartographie des risques, un outil à apprivoiser

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 34-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/923444/la-cartographie-des-risques-un-outil-a-apprivoiser>

Plus qu'un outil, la cartographie des risques est un processus structurant, avec un axe managérial fort. Il demande un portage au plus haut niveau et une gouvernance claire pour garantir des résultats probants.

Faute de ressources, les petites et moyennes des collectivités sont les moins engagées dans la démarche, alors qu'elles ont encore plus à y gagner. Des outils de mutualisation se mettent en place pour leur faciliter son appropriation.

La dimension prospective de la cartographie des risques pourrait être renforcée, notamment si les collectivités l'envisageaient comme un moyen d'anticiper les risques aussi bien que les opportunités d'évolution de leur politique publique.

Les moyens d'ordre public / MELLERAY Fabrice

Actualité Juridique. Droit Administratif, 15/04/2024, n° 14/2024, p. 787-792

La « théorie » des moyens d'ordre public repose en contentieux administratif sur une construction jurisprudentielle qui semble très largement stabilisée. On peut davantage proposer un catalogue qu'une définition de ces moyens et leur régime juridique particulier explique leur intérêt pour les juges et les justiciables.

[↩ Retour sommaire](#)

Ordre public et contrats administratifs / YOUTA Ferdi

Actualité Juridique. Droit Administratif, 15/04/2024, n° 14/2024, p. 781-786

En observant l'intervention de l'ordre public dans le champ particulier des contrats administratifs, et en regardant ces mêmes contrats à travers l'ordre public contractuel, l'idée qui prédomine est celle d'un enrichissement mutuel. Si la notion d'ordre public dans le champ des contrats administratifs reste difficile à saisir, elle demeure cependant unitaire, à rebours de la fragmentation qu'elle connaît en droit privé des contrats. L'ordre public contractuel rend les contrats administratifs plus contractuels... mais aussi plus administratifs.

Police administrative et ordre public : les notions plastiques, est-ce si fantastique ? / RENAUDIE Olivier

Actualité Juridique. Droit Administratif, 15/04/2024, n° 14/2024, p. 774-780

En apparence, les choses sont simples. Formellement, police administrative et ordre public entretiennent une relation intime. Sur le fond, la police administrative est généralement définie comme l'activité ayant pour objet le maintien de l'ordre public. La plasticité de la notion d'ordre public a permis d'ancrer dans le temps cette relation totémique du droit administratif. Cependant, dans un contexte marqué par la multiplication des interventions législatives, il est permis de se demander si celle-ci n'est pas dépassée. D'un côté, l'ordre public peut être contesté en tant que fondement unitaire de la police administrative. De l'autre, il est envisageable de refonder cette dernière sur une notion plus pertinente, la sécurité

Départements, Régions, bientôt la mi-mandat ! [Dossier]

Brief magazine, 04/2024, n° 117, p. 27-33

Le coût du papier s'est envolé, les finances des collectivités, en particulier celles des Départements, se sont asséchées, la situation politique souvent complexifiée. . . Les citoyens et citoyennes s'informent au fur et à mesure, la communication descendante ne fonctionne plus, les listes à la Prévert encore moins. Et pourtant, les dircoms des Départements et des Régions savent que l'échéance approche et que, hormis quelques audacieux, ils devront s'y atteler et se réinventer. Quelle forme donner à leur bilan de mi-mandat ? Quand le proposer ? Brief propose quelques pistes.

Agenda 2030 : bilan à mi-parcours

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 36-37

<https://www.lettreducadre.fr/article/agenda-2030-bilan-a-mi-parcours.54552>

Les ODD, ça vous dit peut-être quelque chose. Toujours est-il qu'un certain nombre de collectivités s'en sont saisis pour mener des politiques publiques plus transversales et leur donner encore plus d'impact.

L'achat public de solutions innovantes : guide pratique / Ministère de l'Economie des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, Direction des Affaires Juridiques, 2024, 105 p.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-guide-achat-public-solutions-innovantes>

L'édition 2024 du guide de l'achat public de solutions innovantes a vocation à faciliter le déploiement de l'innovation dans l'achat public, en éclairant les décideurs, acheteurs et entreprises sur les leviers à mettre en œuvre.

Emploi/Formation



Expérimentation du "RSA renforcé" à Montargis, dans le Loiret

Info formation (L'), 15/04/2024, n° 1074, p. 28-29

L'expérimentation du RSA sous condition à une exigence de quinze à vingt heures d'activité hebdomadaire vient d'être élargie à 47 départements, avant sa généralisation en 2025, annoncée par le Premier ministre Gabriel Attal. Montargis, dans le Loiret, fait partie des 18 territoires pilotes de la réforme du "RSA renforcé". Premier bilan.

[↩ Retour sommaire](#)

Créer des formations par Podcast immersives et efficaces

Info formation (L'), 15/04/2024, n° 1074, p. 16

Rares sont les responsables de formation qui "pensent podcasts".

Pourtant, cet outil permet de créer un environnement sonore pédagogique efficient.

Qualiopi, un gage de qualité pour qui ?

Info formation (L'), 15/04/2024, n° 1074, p. 24-25

La certification Qualiopi est fréquemment utilisée comme un argument commercial par les organismes de formation.

Toutefois, du point de vue des acheteurs, cette certification n'a pas été conçue pour influencer la décision d'achat dans les marchés où elle est obligatoire.

Un réseau d'entraide local pour la préparation aux concours

Acteurs publics, 03/2024, n° 168, p. 122

<https://www.calameo.com/read/00621919239aabc61b2c8>

La commune de Champigny-sur-Marne a capitalisé sur un réseau informel d'aide entre agents pour la préparation des concours de la fonction publique en organisant un salon interne autour de la question.

Renouveler la formation des agents publics ?

Acteurs publics, 03/2024, n° 168, p. 75-76

<https://www.calameo.com/read/00621919239aabc61b2c8>

Une école de formation appliquée structure une profession : elle transmet les fondamentaux des métiers exercés, elle structure les pratiques professionnelles et véhicule une éthique et un esprit de corps au sein de ses membres, leur permettant de faire face lors des épreuves individuelles et collectives au cours de leur vie professionnelle.

Formation : De l'art de faire converger les besoins des employeurs et ceux des agents

Acteurs publics, 03/2024, n° 168, p. 90-93

<https://www.calameo.com/read/00621919239aabc61b2c8>

Dans la fonction publique, la formation professionnelle doit aujourd'hui s'inscrire dans une approche double, au carrefour des besoins des agents publics d'un côté et des attentes de leurs employeurs de l'autre.

Se construire par l'expérience et la recherche [Dossier]

Education permanente, 2024, n° 238, p. 5-150

<https://www.cairn.info/revue-education-permanente-2024-1.htm>

Dès sa constitution en tant que champ professionnel, la formation des adultes a considéré l'expérience et la recherche comme deux voies complémentaires de développement de son projet éducatif et social. Au-delà de la seule VAE, elle reconnaît par ses méthodes l'expérience vécue des apprenants comme une entrée privilégiée pour la formation et s'appuie sur la mise en récit de soi en interaction avec les autres. L'expérience est à la fois transformation d'activités et transformation de sujets en activité, sa verbalisation est à la fois communication à autrui et communication à soi. La formation des adultes donne la main au sujet lui-même dans l'analyse des situations auxquelles il est confronté pour élaborer et conduire ses projets personnels et sociaux. Elle ouvre ainsi la voie à une mobilité des rôles d'acteurs.

Finances publiques/Gestion locale

LFSS 2024 : tour d'horizon des mesures concernant les collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p. 54-56

<https://www.lagazettedescommunes.com/923743/lfss-2024-tour-dhorizon-des-mesures-concernant>

La caisse nationale de solidarité pour l'autonomie a adopté son budget 2024, dans lequel est inscrit le financement de la préfiguration du service public départemental de l'autonomie.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (LFSS) intègre des financements pour la mise en place du service public de la petite enfance confié aux communes.

Le financement des établissements de santé est diversifié en augmentant la part des dotations pour certaines activités de médecine, chirurgie et obstétrique.

[Retour sommaire](#)

Gestion de la dette : choisir le bon cap [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.34-39
<https://www.lagazettedescommunes.com/924669/gestion-de-la-dette-choisir-le-bon-cap-1/>

Les collectivités portent une grande part de leur dette en taux fixe. Si ce choix a vocation à sécuriser l'encours en maîtrisant les niveaux des remboursements, il ne prend pas en compte les fluctuations des marchés et donc des taux d'intérêt.

En cette période de bascule qui devrait, à terme, aboutir à des baisses de taux, l'encours de dette peut être assoupli par des changements d'index, de profils d'amortissements ou des allongements de remboursements.

Dans leurs décisions, les gestionnaires concilient l'optimisation financière de la dette et l'accompagnement adapté aux projets. Mais réaménager la dette en fonction des programmations d'investissements a un coût.

<https://www.lagazettedescommunes.com/924671/pre-taux-index-quelle-approche->

Financement - Comment les intercos dopent la transition écologique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 40-42
<https://www.lagazettedescommunes.com/922860/comment-les-intercos-dopent-la->

En matière de transition écologique, les intercommunalités flèchent les ressources affectées aux communes afin d'amplifier leurs investissements.

Pour relever la capacité d'investissement des communes, la consolidation financière impose une mise en synergie des financeurs.

Les intercommunalités s'appuient avant tout sur les fonds de concours et modulent leurs exigences en fonction de leurs ressources et de leur ambition.

Le pilotage national quantitatif des dépenses locales : Quel nouvel équilibre ?

Gestion & finances publiques : la revue, 01/2024, n° 1

Les dix dernières années ont été marquées par le vote de textes nationaux cherchant à piloter l'évolution quantitative des dépenses locales. Les vecteurs juridiques portant cette démarche sont les lois de programmation des finances publiques. La loi de programmation des finances publiques 2014-2019 prévoyait un plafonnement indicatif des dépenses locales. La loi de programmation des finances publiques 2018-2022, quant à elle prévoyait un plafonnement prescriptif des dépenses de fonctionnement. Enfin, la nouvelle loi de programmation des finances publiques, courant sur la période 2023 à 2027, porte quant à elle un dispositif indicatif qui pourrait déboucher sur un nouvel équilibre du pilotage national des dépenses locales.

Les budgets verts locaux. Quelles modalités pour quelles finalités ? - Colloque, Lyon, 28 novembre 2023

Gestion & finances publiques : la revue, 01/2024, n° 1, p. 5-54

- Présentation, M. Saoudi
- Les budgets locaux verts : simple instrument de pilotage de politiques publiques locales et/ou un instrument financier innovant ? D. Catteau
- Impact environnemental des dépenses des collectivités. Mieux connaître pour mieux choisir. M. Fetet
- Quelle comptabilité écologique pour les administrations publiques ? S. Kott
- Compter autrement pour sauver le(s) vivant(s). La comptabilité comme reflet d'un rapport au monde. A. Oosterlinck
- Le budget vert local, un outil de financement de la transition écologique ? L. Lamure-Guigard
- Expériences locales des budgets verts :
 - . Bordeaux Métropole, l'ambition d'un budget transition pour orienter les choix métropolitains. C. Forgeau
 - . Expérience de budget vert de la Ville de Paris. T. Lecercle
- Synthèse des débats. R. Degron

La trésorerie des collectivités locales, entre mythe et réalité / La Banque Postale, 2024, 20 p.

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales>

Ce quatorzième numéro d'Accès Territoires analyse la trésorerie des collectivités locales et de leurs satellites, dont la forte progression ces dernières années ne cesse de susciter interrogations et commentaires. Cette étude vise à donner les clés de lecture de ce sujet technique, mais au cœur des débats politiques sur la gestion des finances locales.

[Retour sommaire](#)

L'investissement des collectivités territoriales / Inspection Générale des Finances, 2023, 383 p.
<https://www.igf.finances.gouv.fr/igf/accueil/nos-activites/rapports-de-missions/liste-de->

Les collectivités territoriales ont conforté ces dernières années leur place de premier investisseur public, à hauteur de 58 % du total. Leurs dépenses d'équipement s'élèvent à 54 Md€ en 2022. L'État est le principal cofinanceur de cet effort, avec près de 10 Md€ en 2022.

Fonction publique/Statut

Métiers : le coup de pouce d'un réseau d'agents de tous horizons

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.30

<https://www.lagazettedescommunes.com/923635/le-coup-de-pouce-dun-reseau-dagents>

Une association bretonne fédère des agents de divers métiers et catégories, dans une logique d'entraide de proximité et professionnelle.

La médiation dans la fonction publique territoriale [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712

<https://www.lagazettedescommunes.com/923612/la-mediation-dans-la-fonction-publique>

Dans la fonction publique territoriale, on distingue la médiation à l'initiative des parties ou du juge, et la médiation préalable obligatoire (MPO) pour un certain nombre de litiges relatifs à des décisions administratives individuelles. Le point en dix questions

Au CNFPT, les dessous d'une élection

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p.16

<https://www.lagazettedescommunes.com/922406/au-cnfpt-les-dessous-dune-election>

Le 17 avril, le CNFPT choisira son nouveau président. Retour sur les enjeux du scrutin.

Emploi public : les collectivités ont perdu 4 200 agents en 2022

Maire-info.com, 15/04/2024

<https://www.maire-info.com/fonction-publique/emploi-public-les-collectivites-ont-perdu->

Une étude de l'Insee montre que si l'emploi a légèrement progressé (+ 0,3 %) à l'échelle de la fonction publique entre 2021 et 2022, la territoriale a vu ses effectifs se contracter de 0,2 point.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8171985>

Hautes rémunérations : la transparence ne profite pas à la parité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 26-27

<https://www.lagazettedescommunes.com/922896/hautes-remunerations-la-transparence-nest-pas>

En incluant la proportion de femmes et d'hommes, la somme des dix salaires les plus élevés doit être publiée par chaque grande collectivité d'ici au 31 mai 2024. Mais l'appropriation de cette obligation laisse à désirer.

Les agents de maîtrise territoriaux [10 questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 32-33

L'inscription sur les listes d'aptitude pour le recrutement d'agent de maîtrise intervient à l'issue de concours (externes, internes ou troisième concours, ou au titre de la promotion interne). L'accès au cadre d'emplois est ouvert aux ATSEM au titre de la promotion interne ou du concours interne. Les agents déjà fonctionnaires avant leur nomination sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Fusion des catégories, licenciements ... : pluie de réactions suite aux propositions de Stanislas Guerini

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 10/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/922724/fusion-des-categories-licenciements->

Que pensent ceux qui participeront au cycle de concertation sur la future réforme de la fonction publique, de l'intention de réorganiser les catégories A, B et C ou de "lever le tabou du licenciement" ? La Gazette des communes leur a posé la question.

[☞ Retour sommaire](#)

La référence au travail en droit de la fonction publique / COLIN Frédéric

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 04/2024, n° 4, p. 195-199

La spécificité du droit de la fonction publique par rapport au droit privé du travail ne cesse d'être interrogée. La notion de travail, constituant le socle de la relation juridique de droit « commun » du salariat, par son aspect holiste, fait partie d'un référentiel appliqué à la fonction publique. Pourtant, celle-ci a été bâtie sur un « modèle » alternatif, fondé sur l'exercice d'une fonction, bien spécifique, d'intérêt général. Mais le fait est que le « travail » s'est aujourd'hui propagé en droit de la fonction publique, de deux façons : par l'application directe du code du travail et par une application propre de la référence. Ce n'est pas sans entraîner des ambiguïtés et des risques sur l'unité conceptuelle même de la fonction publique.

Le maraîcher municipal, un fonctionnaire en devenir ? [Dossier] / FAURE Caroline

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 04/2024, n° 4, p. 206-211

Avec l'essor des régies municipales agricoles, nées d'une volonté politique – en réponse notamment aux insuffisances de résultat de la commande publique –, certaines communes ont créé, ex nihilo, une nouvelle activité : le maraîchage municipal. Pour des raisons tant conjoncturelles que structurelles et afin de satisfaire les impératifs fixés par le législateur, la tendance laisse entrevoir une multiplication du recrutement d'agriculteurs bénéficiant, en intégrant la fonction publique territoriale, d'un statut protecteur. Si le droit de la fonction publique a été pensé et conçu pour l'encadrement d'activités relevant du secteur tertiaire ou, à tout le moins, limitées à de la transformation, il doit désormais se saisir d'une activité de production à laquelle ses règles vont inévitablement devoir s'adapter. Se pose également l'existence de formations adaptées.

La protection sociale complémentaire des territoriaux [50 questions]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2024, n° 376 - Cahier n° 2, 16 p.

- Le contexte et les principes de la réforme
- Les garanties complémentaires de frais de santé
- Les garanties complémentaires de prévoyance
- La négociation collective
- Les modalités de mise en place

Le compte épargne-temps

Journal des maires et des conseillers municipaux, 04/2024, n° 4, p. 34-35

Un agent peut épargner des jours de congés qu'il pourra utiliser ultérieurement sous forme de congés ou se faire payer quand une délibération le prévoit. Un dispositif récemment amendé.

La faible attractivité de la fonction publique ou le retour de l'état médiocre / ROUBAN Luc

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 04/2024, n° 4, p. 200-205

Les fonctions publiques attirent-elles toujours autant ? Un certain nombre d'indicateurs, comme la chute assez brutale du taux de sélectivité (soit le rapport entre le nombre de candidats présents et le nombre d'admis) dans les concours externes des trois fonctions publiques, la grande difficulté à recruter des enseignants, notamment en mathématiques, le départ de personnels infirmiers vers le secteur libéral, conduisent à penser que les emplois de fonctionnaires ne sont plus recherchés aujourd'hui autant qu'ils l'étaient autrefois.

Statut ou contrat : le choix d'une rupture individuelle négociée / DERBOULLES Laurent

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 04/2024, n° 4, p. 189-194

Sur le modèle retenu en droit du travail depuis 2008, les fonctionnaires (à titre expérimental) et les agents contractuels en CDI (de manière pérenne) peuvent convenir avec leur employeur, depuis le 1er janvier 2020, de la cessation de la relation de travail qui les unit. Sans qu'il n'y ait une parfaite identité entre la procédure travailiste et la procédure publiciste, les règles qui encadrent la rupture conventionnelle visent à garantir la liberté du consentement des parties, notamment de celle qui pourrait apparaître en situation de plus grande fragilité. Si le dispositif est récent, l'on constate le développement d'un important contentieux sur les décisions administratives de refus de rupture et, dans une moindre mesure, sur les "suites" à la rupture conventionnelle accordée (indemnité, allocation de retour à l'emploi, réemploi).

[↩ Retour sommaire](#)

Protection des agents, le rôle de l'employeur public

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 52-53

Le maire employeur a une large responsabilité en matière de protection des agents face aux risques professionnels. État des lieux.

La reconnaissance de la maladie professionnelle

Informations administratives et juridiques (Les), 03/2024, n° 3, p. 2-16

"Heureux est celui qui est sans maladie" indique une sagesse chinoise. Veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs est l'une des principales obligations d'un employeur. En effet, le travail peut rendre malade. De plus en plus de maladies peuvent être identifiées dans le milieu professionnel. Problématique majeure de santé publique et de droit du travail depuis plusieurs décennies, la maladie professionnelle occupe également une place importante dans le droit de la fonction publique. Bien connaître et comprendre la notion de maladie professionnelle permet de garantir une meilleure gestion de celle-ci par les services des ressources humaines.

Présentation des dispositions de la loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie

CNFPT, 12/2023, 12 p.

<https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/document/1704901340/presentation-loi-visant-a->

Décryptage des enjeux et changements portés par cette réforme.

Information/Communication/TIC

Téléphone, mail, notifications... : comment le cerveau réagit-il aux distractions numériques ?

TheConversation.com, 17/04/2024

<https://theconversation.com/telephone-mail-notifications-comment-le-cerveau-reagit-il->

Aujourd'hui, les écrans et les notifications dominent notre quotidien. Nous sommes tous familiers de ces distractions numériques qui nous tirent hors de nos pensées ou de notre activité. Entre le mail important d'un supérieur et l'appel de l'école qui oblige à partir du travail, remettant à plus tard la tâche en cours, les interruptions font partie intégrante de nos vies.

Cependant, elles ne sont pas sans conséquences sur notre capacité à mener à bien des tâches, sur notre confiance en nous, ou sur notre santé. Par exemple, les interruptions engendreraient une augmentation de 27 % du temps d'exécution de l'activité en cours.

En tant que chercheuse en psychologie cognitive, j'étudie les coûts cognitifs de ces interruptions numériques : augmentation du niveau de stress, augmentation du sentiment d'épuisement moral et physique, niveau de fatigue, pouvant contribuer à l'émergence de risques psychosociaux voire du burn-out. Dans mes travaux, je me suis appuyée sur des théories sur le fonctionnement du système cognitif humain qui permettent de mieux comprendre ces coûts cognitifs et leurs répercussions sur notre comportement. Ce type d'études souligne qu'il devient crucial de trouver un équilibre entre nos usages des technologies et notre capacité à nous concentrer, pour notre propre bien.

L'AI Act, ou comment encadrer les systèmes d'IA en Europe

TheConversation.com, 10/04/2024

<https://theconversation.com/lai-act-ou-comment-encadrer-les-systemes-dia-en-europe-226980>

Depuis que les intelligences artificielles (IA) génératives, telles que ChatGPT pour le texte ou Stable Diffusion pour les images, sont entrées dans nos vies, elles ne laissent personne indifférent et suscitent fascination et crainte. Une machine peut en effet accomplir certaines tâches mieux qu'un humain, mais aussi commettre des erreurs. Entre les mains d'acteurs malintentionnés, une IA peut aussi servir à réaliser des deepfakes (contenus trompeurs) ou à influencer un résultat électoral.

Valoriser son métier et son service à l'ère des nouvelles concurrences / MESGUICH Véronique

Archimag, 04/2024, n° 373, p. 38-39

Alors que nombre de professionnels, tous secteurs confondus, redoutent d'être remplacés par des intelligences artificielles génératives, quels arguments un documentaliste peut-il faire valoir pour convaincre de la pertinence de son poste ?

[↩ Retour sommaire](#)

Rendre la communication publique accessible à tous

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 36-37

Pour adapter leurs sites internet et services téléphoniques au handicap, des collectivités misent sur la mutualisation et la formation.

"La sobriété numérique est l'un des axes majeurs de la redirection écologique"

Archimag, 04/2024, n° 373, p. 44-45

Alexandre Monnin est philosophe et dirige le master de Science Stratégie et Design pour l'Anthropocène à l'ESC Clermont Business School.

Co-initiateur du courant de la redirection écologique, il a publié l'ouvrage "Politiser le renoncement", aux Editions Divergences.

Ces métiers qui surfent sur la vague de l'IA

Archimag, 04/2024, n° 373, p. 26-27

Boostée par la démocratisation de l'intelligence artificielle (IA) générative, la vague de l'IA déferle sur les organisations. Avec elle, la chasse aux compétences est ouverte ! Quels sont les métiers qui ont le vent en poupe ?

Et quels nouveaux profils croisera-t-on bientôt à la machine à café ?

Réponses

Management/Ressources humaines

Les agents en perte de sens ?

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 22/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/924489/les-agents-en-perte-de-sens/>

Le "baromètre" de l'association "Observatoire national des risques psychosociaux dans la fonction publique", décrypte, dans son premier sondage sur la perte du sens du travail, un malaise chez certains agents publics. Parmi les résultats collectés, auprès de 2 500 répondants, apparaît en filigrane un sentiment d'inutilité et de remise en question de la valeur morale.

<https://www.linkedin.com/posts/observatoire-des-risques-psychosociaux-dans-la-fonction>

Garder des liens pendant un arrêt facilite la reprise

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.26-28

<https://www.lagazettedescommunes.com/923870/garder-des-liens-pendant-un-arret>

Les agents de maladie de longue durée sont exposés à un risque d'isolement social et de difficultés à reprendre le travail. Des collectivités organisent leur suivi, en faisant du manager un maillon clé.

Management : comment valoriser le savoir-être des agents ?

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 17/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/923526>

Dans un nouveau volet de sa publication "La Boussole du manager", la DGAFP a publié fin mars un document axé sur la valorisation du savoir-être professionnel et ses vertus pour le collectif.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/la-boussole-du-manager->

" Les atteintes à la probité sont le plus souvent le fait d'agents en proie à une détresse psychologique "

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711

Référent déontologue, en cours de rédaction d'une thèse sur la déontologie, Louis Mathevet-Bidini souligne l'intérêt d'identifier les risques psychosociaux pour cartographier les risques d'atteintes à la probité.

[☞ Retour sommaire](#)

Des entretiens d'embauche menés par chatbots : les DRH s'interrogent sur les usages de l'intelligence artificielle

Lemonde.fr, 10/04/2024

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2024/04/10/des-entretiens-d-embauche-menes->

Rédaction d'offres d'emploi, filtrage des CV, tests en ligne... L'IA générative, popularisée par ChatGPT, est désormais présente à tous les stades du recrutement, et pose des questions d'éthique.

Workation ou comment mixer vacances et télétravail ?

Mag des compétences, 09/04/2024

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/workation-ou-comment-mixer-vacances->

Travailler ni au bureau, ni à la maison : le concept flexible du bureau avec vue, baptisé « workation » en anglais, séduit de plus en plus, des indépendants mais aussi des salariés. Et de nouveaux lieux se développent pour les accueillir, à la montagne ou ailleurs... Témoignages.

Quand l'administration fait bifurquer ses agent.e.s

La27eregion.fr, 08/04/2024

[Quand l'administration fait bifurquer ses agent.e.s \(la27eregion.fr\)](https://www.la27eregion.fr/quand-l-administration-fait-bifurquer-ses-agent-e-s)

Faire face à la crise climatique et écologique nécessite une évolution rapide des pratiques professionnelles de tous les agent.e.s des collectivités territoriales

De « fidèles compagnons » au bureau : les animaux de compagnie sur le lieu d'exercice des fonctions - enjeux et perspectives / COLIN Frédéric

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 04/2024, n° 4, p. 212-214

De longue date, des animaux de compagnie ont été en contact direct avec les « travailleurs », sur les lieux de travail. La crise de la covid-19 a sans doute renforcé un phénomène grandissant de « libéralisation » tant des conditions de travail dans le secteur privé, que d'accomplissement de la fonction dans le secteur public. C'est désormais la question du « bien-être » qui s'invite dans la réflexion et, à ce titre, l'intégration des animaux de compagnie dans la vie personnelle qui s'étend à la sphère professionnelle. Nous nous pencherons ici sur deux questions : les contraintes prépondérantes quant à la présence d'animaux de compagnie sur les lieux d'accomplissement du service, d'une part ; l'enjeu de la « qualité de vie au travail » de l'agent mais aussi du service au sein duquel il exerce ses fonctions, d'autre part.

La semaine de quatre jours, d'autres ont déjà testé

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 44-45

C'était inattendu : le Premier ministre a annoncé son souhait d'expérimenter la semaine de quatre jours dans les administrations. D'autres collectivités, à travers le monde, s'y sont déjà mises, et plutôt avec succès. Voici quelques exemples, qui permettent d'explorer la diversité du chantier et les bénéfices qu'il apporte.

Losing my religion : de la « souffrance en milieu engagé » et des pistes pour ne pas y contribuer

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 48-50

<https://www.lettreducadre.fr/article/losing-my-religion-de-la-souffrance-en-milieu-engage>

Maltraitantes nos organisations ? Mais comment est-ce possible puisqu'elle (nous) travaille pour le bien commun ? À force de ne pas réfléchir à la souffrance en « milieu engagé », on la fait perdurer, voire on la favorise. Pourtant, une prise de conscience et de responsabilité peut (doit) nous aider à avancer.

Les collectivités en action pour prévenir les violences sexuelles et sexistes

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 62-63

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-collectivites-en-action-pour-prevenir-les-violences>

La lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique prend de l'ampleur. À la suite des mesures déjà mises en œuvre par la circulaire du 9 mars 2018, l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018 a permis le déploiement de mesures structurantes pour prévenir, traiter et sanctionner les violences sexuelles et sexistes.

[Retour sommaire](#)

Conduire un processus de changement avec les méthodes agiles / Les 4 temps du management, 04/2024

<https://www.4tempsdumangement.com/2-62-Conduire-un-processus-de-changement->

Etude de cas sur la conduite du changement utilisant les méthodes agiles.

Les [nouvelles] meilleures pratiques collaboratives [Dossier]

Archimag, 04/2024, n° 373, p. 12-21

Nos modes de travail ont profondément évolué en quelques années. Les anciens paradigmes centrés sur le bureau fixe et les interactions en présentiel cèdent la place à une approche plus flexible, à distance et asynchrone, qui s'affranchit des limites géographiques et temporelles. Cette mutation implique une révision des usages au sein des équipes, mais aussi le développement de nouvelles dynamiques de management et d'une culture organisationnelle basées sur la confiance, la transparence et le bien-être des collaborateurs. Découvrez quelles sont les nouvelles pratiques collaboratives qui peuvent redéfinir efficacement la manière dont nous travaillons ensemble, et quels sont les outils, notamment d'IA, qui peuvent accompagner cette révolution.

Un manager, c'est vraiment un "leader" ?

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 52-53

Ça veut dire quoi diriger une équipe ? Manager des personnes ? Aurélie devient DGS et se pose ces questions. Dialogue et interrogations autour de la nature même du leadership, des qualités nécessaires au manager et des erreurs à éviter mais souvent commises.

Entretien avec Vincent Cristallini et Guillaume Mille : « n'oublions pas la dimension humaine du management »

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 54-55

<https://www.lettreducadre.fr/article/vincent-cristallini-et-guillaume-mille-n-oublions-pas->

Donner des clés solidement éprouvées aux managers pour mieux se confronter à la complexité de la nature humaine. Le propos de "Nature humaine et management" suit un chemin : regarder en face le fait humain, montrer la robustesse des managers face à cette complexité, leur donner des principes et des méthodes concrets à mettre en œuvre.

Le management collaboratif infuse lentement dans les collectivités

Acteurs publics, 03/2024, n° 168, p. 126

<https://www.calameo.com/read/00621919239aabc61b2c8>

Bien que ce mode de management peine à trouver ses marques dans la territoriale, quelques exemples de bonnes pratiques ressortent et montrent les réels bienfaits qui peuvent en découler.

Les valeurs publiques à l'épreuve du nouveau management public. Une exploration via les outils de gestion / HEMAIRIA CLERC Stéphanie, CIMIER Amandine

Politiques et management public, 01/2024, n° 1, p. 5-26

<https://www.cairn.info/revue-politiques-et-management-public-2024-1-page-5>

Pour améliorer l'efficacité de l'action publique, le Nouveau management public incite au déploiement d'outils de gestion. Cette étude menée au sein de trois entités publiques apporte des éclairages sur leur implication dans la genèse de conflits de valeurs – moment saisi pour examiner l'articulation des valeurs traditionnelles et managériales dans un contexte hybride. Les données de 85 entretiens font l'objet d'une analyse secondaire. L'analyse confirme la présence de valeurs composites et indique que les outils au genre fermé expliquent l'essor de conflits de valeurs en mettant en porte-à-faux l'expression de valeurs publiques (e.g. adaptabilité). Face à ces conflits, deux mécanismes sont à l'œuvre : 1) la primauté accordée aux valeurs liées à la constellation « Relations entre l'administration et le citoyen-usager », 2) la traduction de valeurs managériales.

[↩ Retour sommaire](#)

Outre-Mer

Mayotte : pour une déconstruction de l'association bidonville – illégalité – délinquance

Metropolitiques.eu, 18/04/2024

<https://metropolitiques.eu/Mayotte-pour-une-deconstruction-de-l-association-bidonville-illegalite.html>

Avec l'opération « Mayotte place nette », les habitants des quartiers précaires, accusés d'être en situation irrégulière, sont dans la ligne de mire du gouvernement français. Pourtant, ce qui les caractérise est moins l'illégalité de leurs statuts administratifs et résidentiels qu'une marginalité construite socialement, dans un contexte postcolonial singulier.

Il est urgent de s'adapter. À La Réunion, l'érosion rendra (bientôt) les zones côtières inhabitables, 12/04/2024

<https://imazpress.com/actus-reunion/-la-reunion-l-erosion-cotiere-rendra-bientot-les-zones->

500 communes de France ont été identifiées comme se trouvant dans des zones côtières bientôt inhabitables. Les raisons sont simples : l'érosion et le changement climatique, comme l'a indiqué Christophe Béchu, ministre de la transition écologique. "L'équivalent d'un terrain de football disparaît chaque semaine dans notre pays", a-t-il souligné. Un phénomène dont La Réunion n'est pas épargnée. D'ici 2050, 115 édifices devraient avoir disparu des côtes. À un avenir encore plus lointain, cela devrait concerner pas moins de 400 bâtiments.



Mesurer le bonheur pour mieux penser l'avenir : l'initiative du Bonheur Réunionnais Brut

TheConversation.com, 28/03/2024

<https://theconversation.com/mesurer-le-bonheur-pour-mieux-penser-lavenir-linitiative-du>

Sur le modèle du Bonheur National Brut forgé au Bhoutan, des chercheurs nous racontent comment ils ont bâti l'indice de Bonheur Réunionnais Brut, afin de mieux penser le développement futur de l'île.

Sécurité civile et publique

Constructions illégales : le maire peut ordonner leur démolition, avec astreinte. Mode d'emploi [Vidéo] / LANDOT Eric

Blog.landot-avocats.net, 15/04/2024

<https://blog.landot-avocats.net/2024/04/15/constructions-illegales-le-maire-peut-ordonner>

Depuis la loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019, le Code de l'urbanisme permet au maire d'intervenir directement pour faire cesser les infractions aux règles d'urbanisme et ce, SANS passer par la case « Justice » via le juge pénal ou le juge civil.

JO-2024 : les fonctionnaires pourront exercer des activités de sécurité privées

WEKA le mag, 15/04/2024

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/jo-2024-les-fonctionnaires-pourront->

Les agents publics pourront cumuler leur emploi avec des activités de sécurité privées pendant les Jeux olympiques (26 juillet-11 août) et paralympiques (28 août-8 septembre), pour répondre aux difficultés de recrutement dans le secteur, selon un projet de décret consulté lundi 15 avril 2024 par l'AFP.

Protection civile : un modèle particulièrement sollicité à "améliorer"

Vie-publique.fr, 12/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/293762-protection-civile-un-modele-fortement-sollicite-ameliorer>

Gestion d'incendie, de catastrophe naturelle ou industrielle, d'attentat ou encore de crise sanitaire, le dispositif de protection et de sécurité civiles est essentiel dans l'assistance aux populations. Dispositif ancien et particulièrement sollicité, il nécessite toutefois d'être adapté aux évolutions constantes de la société.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_lois/116b2435-ti_rapport-information#

[↩ Retour sommaire](#)



Catastrophes : Un référent devenu indispensable

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 28

Installé dans chaque département, il est l'interlocuteur des sinistrés. Retour d'expériences dans le Nord.

Maire - gendarme - police : une proximité essentielle

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 58-59

Au-delà de leur cadre formel, les bonnes relations des élus avec le commandant de gendarmerie et/ou le commissaire de police sont déterminantes pour mener une action de proximité dans un climat de confiance.

Services techniques et transitions écologiques



Une filière de semences sauvages de prairie sur le chemin de la réussite

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p.48

<https://www.lagazettedescommunes.com/923778/une-filiere-de-semences-sauvages>

Les prairies naturelles humides sont des écosystèmes qui présentent une forte biodiversité. Les syndicats mixtes de rivières ont l'objectif de les préserver et les restaurer.

Ces prairies ont mauvaise réputation auprès des agriculteurs parce qu'elles sont souvent inondées. Il fallait trouver une solution pour qu'ils aient envie de les conserver.

Dans l'Ain, le syndicat mixte Veyle vivante a créé et porté une filière de production de semences sauvages et indigènes de prairie naturelle.



La région ouvre la voie du corridor hydrogène européen

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41551920/la-region-ouvre-la-voie->

Fin 2024, en Occitanie, une quinzaine de projets de production et d'utilisation de ce gaz vert dans la mobilité seront opérationnels.

Comment la planification écologique prend forme dans une COP régionale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 22/04/2024, n° 2712, p. 14-15

<https://www.lagazettedescommunes.com/923694/comment-la-planification-ecologique->

Lancées fin 2023, les conférences des parties (COP) régionales nécessitent une machinerie à la main du couple Etat-Région. Exemple en Bourgogne-Franche-Comté, où le calendrier semble difficile à tenir.

Mission Adaptation : un nouveau "guichet unique" pour les collectivités

Localtis.info, 18/04/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/mission-adaptation-un-nouveau-guichet-unique>

Souvent désorientés face au maelstrom des opérateurs de l'État, les élus locaux pourront à l'avenir solliciter un guichet unique pour les aider à adapter leur territoire au changement climatique. En passant par le préfet de département, ès-qualité de délégué territorial de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), ils bénéficieront de l'intercession d'une "Mission Adaptation" qui facilitera/organisera le recours à l'expertise de l'Ademe, de l'ANCT, du Cerema, de Météo France, de l'Office français de la biodiversité et des agences de l'eau.

Un millier de bâtiments pourraient être touchés par l'érosion côtière en 2028

Weka.fr, 17/04/2024, n° 90

<https://www.weka.fr/actualite/urbanisme/article/un-millier-de-batiments-pourraient-etre-touchees>

À l'échelle nationale, le recul du trait de côte menacerait près d'un millier de bâtiments (fourchette haute) dans les cinq prochaines années, selon le Cerema. Un inventaire destiné à nourrir la réflexion du Conseil national du trait de côte – avant le lancement du troisième Plan national d'adaptation au changement climatique dans quelques semaines.

[↩ Retour sommaire](#)

Routes : un transfert sous conditions aux régions

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 16/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/923607/routes-un-transfert-sous-conditions->

La loi visant à « faciliter la mise à disposition du réseau national routier non concédé aux régions » a été promulguée le 22 mars 2024. Elle permet aux régions, autorités organisatrices de transports, d'expérimenter la gestion des routes jusqu'en 2029, sans transfert des agents de l'Etat.

Comment trois pays veillent sur la plus grande réserve d'eau d'Europe Occidentale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/923330/comment-trois-pays-veillent-sur-la-plus>

La mobilisation est lancée pour préserver la nappe phréatique du Rhin supérieur, la plus grande réserve d'eau d'Europe occidentale. Sa qualité et son niveau baissent.

La nappe nourrit la biodiversité, alimente près de 80 % des Alsaciens en eau potable et pourvoit la quasi-totalité de l'irrigation et la moitié des besoins industriels.

Des inventaires transfrontaliers sont conduits depuis des décennies. Sous l'égide de programmes européens, la coopération passe un cap sur les plans qualitatif et quantitatif.

Moustique tigre : comment les mairies tentent de lutter

Reporterre.net, 12/04/2024

<https://reporterre.net/Moustique-tigre-comment-les-mairies-tentent-de-lutter>

La saison du moustique tigre est ouverte. Les communes sont les premières interpellées quand arrive l'envahisseur. Pièges, pulvérisations, prévention... toutes les actions ne se valent pas.



Démanteler les routes pour laisser la nature reprendre le dessus : le pari de Strasbourg pour "désimperméabiliser" ses sols / Poisson Guillaume, 12/04/2024

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/demanteler-les-routes>

Depuis un an, l'Eurométropole de Strasbourg démantèle des routes pour redonner de la place au vivant. Il s'agit d'une expérimentation qui devrait permettre aux scientifiques de mieux évaluer les effets de la méthode sur la biodiversité.

Du défi à l'opportunité. Agir ensemble pour réussir la transition énergétique

Fondation Jean Jaurès, 11/04/2024

<https://www.jean-jaures.org/publication/du-defi-a-lopportunite-agir-ensemble-pour-reussir>

La multiplication des événements climatiques extrêmes nous place face à une urgence politique : construire le consensus nécessaire à la réussite de la transition énergétique. Or ce consensus est d'autant plus difficile à trouver que se multiplient les discours « climato-relativistes » qui prônent un ralentissement de la transition énergétique. Mais qu'en pensent réellement les Européens ?

À la demande d'Engie et de la Fondation Jean-Jaurès, l'institut CSA a interrogé les citoyens de dix pays. À partir des résultats de cette grande enquête analysés par Gilles Finchelstein, Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, formule des recommandations en faveur d'une transition énergétique abordable et socialement juste.

Des solutions bleues, vertes et douces qui rendent la cité vivable

Cerema.fr, 10/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/921375/des-solutions-bleues-vertes-et-douces->

Apporter de la fraîcheur dans la ville caniculaire repose sur la combinaison de solutions touchant à la fois à la voirie, à la conception des bâtiments, mais aussi à la place de la nature et de l'eau. L'action transversale est incontournable pour une véritable efficacité.

Développer les énergies renouvelables

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 30

Visant "une réappropriation publique et citoyenne de l'énergie", l'EPCI (Communauté de communes Saône-Beaujolais) priorise le photovoltaïque et a créé une marque locale d'électricité verte.

[🔗 Retour sommaire](#)

Biodéchets : les atouts écologiques et économiques du tri à la source [Dossier]

Intercommunalités, 04/2024, n° 292, p. 10-20

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-intercommunalites-tri-des-biodechets>

Le 1er janvier 2024 a marqué l'entrée en vigueur de l'obligation de généralisation du tri à la source des biodéchets. Si la volonté politique est effective, il reste à mobiliser les outils techniques et financiers appropriés pour assurer le déploiement de ces solutions qui vont bouleverser le traitement des déchets ménagers.

Énergies renouvelables : les élus veulent accélérer !

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 26-27

Les communes peuvent définir des zones d'accélération et maîtriser le développement de ces énergies. Les premiers retours d'expérience sont positifs.

+4°C ça va chauffer ! [Dossier]

Socialter, 04/2024, n° 63, p. 16-49

Face à l'horizon d'un monde à +3°C en 2100, d'une France à +4°C, l'adaptation est désormais à l'ordre du jour.

Car la météo pourrait bientôt prendre une tournure dystopique. Leitmotiv usé du langage néolibéral, le terme suscite une légitime méfiance. Mais, à l'heure où certains lobbys, soutenus par l'Etat, imposent leur vision, il est plus que temps de s'emparer des choix d'adaptation. D'autant que l'anticipation des impacts climatiques est d'abord un enjeu de justice, pour les pays vulnérables du Sud, comme pour les travailleurs les plus exposés du Nord.

Recours à la neige artificielle, climatisation généralisée, multiplication des usines de désalinisation d'eau de mer... Sur le terrain, la maladaptation est en marche. Et s'impose déjà comme l'enjeu clé de nouvelles batailles écologistes -des méga-bassines au projet de retenue collinaire de La Clusaz (Haute-Savoie).

Une autre voie semble pourtant possible. A l'image du "repli stratégique" choisi par de rares communes face à la montée de l'océan, l'adaptation pourrait être l'occasion de faire l'expérience collective du renoncement.

Transition écologique, le souffle venu des territoires

ADEME Magazine, 04/2024, n° 172, 24 p.

<https://librairie.ademe.fr/7116-ademe-magazine-n172-avril-2024.html>

Ce numéro met en lumière les actions territoriales pour engager entreprises, collectivités et citoyens dans de nouvelles pratiques.

Impulser une politique de sobriété sur mon territoire. Méthodes, exemples et outils pour les collectivités locales

ADEME, 2023, 61 p.

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6629-impulser-une-politique-de-sobriete>

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6629-impulser-une-politique-de-sobriete-sur-mon-territoire.html> Qu'est-ce que la sobriété ? En quoi est-elle indispensable ? Comment réaliser un état des lieux de la sobriété dans les politiques publiques de la collectivité ?

Comment élaborer des actions de sobriété ? Quelle est la place de la mise en récit ?

Ce guide méthodologique, résultant du travail mené par l'ADEME, des collectivités pionnières et d'autres acteurs, présente une méthode, des grilles et des outils pour aider à mettre en place des actions de sobriété dans les collectivités.

Ce guide s'adresse prioritairement aux agents de collectivités. Toutefois, tout acteur public ou privé peut trouver dans ce guide des éléments utiles pour engager une démarche de sobriété.

[↩ Retour sommaire](#)

Social/Santé

"Ce ne sont pas les aides qui sont trop élevées mais les salaires qui sont trop bas" La France des nouveaux pauvres

Monde diplomatique (Le), 05/2024, p. 18-19

Le gouvernement français annonce davantage d'austérité. Ses propres statistiques établissent pourtant que de plus en plus de ménages ne parviennent pas à couvrir plusieurs dépenses de la vie courante — chauffage, alimentation ou entretien du véhicule. Parcourir la Bretagne permet d'apprécier l'ampleur des dégâts, notamment en milieu rural et périurbain.

Quelle révision constitutionnelle pour quelle liberté de recourir à l'IVG ? / SYDORYK Sacha

Actualité Juridique. Droit Administratif, 22/04/2024, n° 15/2024, p. 845-851

La révision constitutionnelle du 8 mars 2024, première modification formelle du texte constitutionnel depuis 16 ans, est une révision avant tout symbolique. Pourtant, ce symbolisme est un symbolisme faible si l'on analyse la place de la protection de l'IVG dans la constitution ainsi que la procédure de révision suivie. Sur le plan normatif, là aussi, il s'agit d'une révision a minima, qui pose de réelles garanties qui sont en deçà du cadre législatif actuellement en vigueur.

Que dit la loi " Valletoux " du 27 décembre 2023 ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 15/04/2024, n° 2711, p. 54-55

<https://www.lagazettedescommunes.com/922586/deserts-medicaux-que-dit-la-loi-valletoux>

Afin de simplifier l'organisation locale de la santé, la loi du 27 décembre 2023 place le territoire de santé comme l'un des premiers indicateurs en termes d'offre de soins.

La loi interdit à certains établissements, services sociaux et médicosociaux de recruter en intérim des professionnels de santé et socioéducatifs en début de carrière.

Au sein des établissements, le conseil de surveillance délibérera chaque année sur les conditions de mise en œuvre du projet au sein de l'établissement et de ses structures.

L'économie sociale et solidaire au service d'une alimentation durable et accessible ? Les appels à projets de la Ville de Paris

Metropolitiques.eu, 11/04/2024

<https://metropolitiques.eu/L-economie-sociale-et-solidaire-au-service-d-une-alimentation-durable->

Pour renforcer l'accès de tous à une alimentation durable, les pouvoirs publics s'appuient de plus en plus sur l'économie sociale et solidaire. À partir du cas parisien, Carla Altenburger montre que la recherche de viabilité économique compromet parfois les objectifs de durabilité et d'accessibilité.

La loi relative à la lutte contre l'habitat dégradé publiée au JO

Lagazettedescommunes.com, 11/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/922701/la-loi-relative-a-la-lutte-contre-lhabitat->

La loi visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement est publiée au Journal officiel du 10 avril 2024. Prévention de la dégradation de l'habitat, accélération de sa réhabilitation et lutte contre les marchands de sommeil sont les trois objectifs de ce texte.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049392425>

Centres sociaux : conforter leur rôle de cohésion

Maires de France, 04/2024, n° 422, p. 32-35

En milieu rural, les centres sociaux ont un rôle essentiel pour maintenir la cohésion sociale et la solidarité. Malgré les contraintes financières et administratives, ils innovent et développent de nouveaux services pour tous les publics. Les centres demandent aujourd'hui à leurs partenaires, parmi lesquels les collectivités, de sécuriser leur modèle économique.

[↩ Retour sommaire](#)

La Mayenne choisit une approche graduée du RSA sous conditions

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 16-17

<https://www.lettreducadre.fr/article/la-mayenne-choisit-une-approche-graduee-du-rsa->

Le conseil départemental de la Mayenne a présenté son nouveau dispositif d'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active. La maison familiale et rurale de Saint-Berthevin et l'institution départementale mettent en œuvre un parcours spécifique "2e chance adultes" pour les bénéficiaires lavallois.

"La théorie de l'attachement aide le professionnel à changer de regard"

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2024, n° 3315, p. 10-11

D'abord généraliste-urgentiste devenue psychiatre, Anne Raynaud défend ardemment la théorie de l'attachement, concept qu'elle met en application au sein de formations à l'Institut de la parentalité qu'elle a fondé.

[es crèches Orgemon](#)

Quels changements après la réforme des services à domicile ?

Lettre du cadre territorial (La), 04/2024, n° 577, p. 64-65

<https://www.lettreducadre.fr/article/quels-changements-apres-la-reforme-des-services->

L'organisation des services d'aide et de soins à domicile a été profondément réformée en 2022 pour améliorer la prise en charge des bénéficiaires et donner de l'attractivité aux métiers de ce secteur. Alors que les services existants ont jusqu'au 30 juin 2025 pour se mettre en conformité avec les nouvelles règles, nous faisons le point sur les conséquences de la réforme.

Loi "immigration" : ce qui change dans le droit des étrangers [Dossier juridique]

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2024, n° 3315, p. 46-51

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000049043164/2024-01-28/>

Le Conseil constitutionnel a mis le point final à l'élaboration d'un texte ayant pris presque un an à voir le jour. Une loi relative à l'immigration qui est considérée aujourd'hui comme l'une des plus répressives envers les étrangers.

C'est quoi le bail ? Le bail réel solidaire, une propriété anti-spéculative

Socialter, 04/2024, n° 63, p. 88-90

Acheter les murs mais pas le terrain : cette forme particulière de propriété, venue des Etats-Unis, est en train de se faire une place en Europe avec le bail réel solidaire. En articulant propriété collective et propriété individuelle, ce modèle vise à permettre aux plus modestes d'acheter un logement, tout en limitant la spéculation.

"Regardons les conditions de vie à un niveau plus fin, examinons le ressenti"

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 04/2024, n° 376, p. 10-12

Entretien avec Nicolas Duvoux, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté (CNLE).

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

+ Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

- + Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Édité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)